ISSN 0024-7650

Chirac en Nouvelle-Calédonie

pour que vivent les intérêts de l'impérialisme

P. 7

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 953 - 6 septembre 1986 - prix : 6 F

La farce électorale continue

P. 6

des casques bleus français tués au Liban

on croit mourir pour la patrie, on meurt pour les industriels et les banquiers

Cameroun : société anarchique, aide anarchique

P. 12

Bolivie : coup d'arrêt à la marche des mineurs

P. 4

Privatisation : le deuxième temps de la valse des PDG

P. 6

M 6189 - 953 - 6 F

SOMMAIRE

Intérieur

Page 5 :
— Social : l'aide personnalisée au logement "côté cour".
— Chirac a mis le feu aux poudres.

Page 6 :
— Editorial des bulletins d'entreprise : la farce électorale continue mais les travailleurs finiront par se fâcher !

Pages 8 et 9 :
— Dans les entreprises : Alsthom (St-Nazaire) ; Alsthom (St-Ouen) ; General Motors (Strasbourg) ; Renault (Billancourt) ; Crédit Lyonnais (Paris) ; Bernard Moteurs (Rueil) ; CPAM (Paris) ; Rhône-Poulenc (St-Aubin-lès-Elbeuf).

International

Page 4 :
— Bolivie : coup d'arrêt à la marche des mineurs.

Page 12 :
— Sommet des non-alignés : l'ONU des pauvres.
— Cameroun, après la catastrophe : société anarchique, aide anarchique.

Loisirs et culture

Page 10 :
— Livre : *La France du Front Populaire* de Jacques Kergoat.

Page 11 :
— Films : *Jean de Florette* de Claude Berri, *Le jardin d'enfants* d'Evtouchenko.
— Livre : *Jenny la rouge* de H.F. Peters.

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

LUTTE OUVRIÈRE

Hebdomadaire édité par la société Editions E.A.
BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18.
SARL au capital de 20000 F — Durée : cinquante ans.
Gérant : Michel RODINSON - Associés : René MARMAROS, Isaac SZMULEWICZ, José CHATROUSSAT.
Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel RODINSON.
Tirage : 18.000 exemplaires.
Composition : Point Virgule Photocompo, Paris.
Impression : Les Marchés de France, Gonesse (Val d'Oise).
Commission Paritaire des Publications n° 64995.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18

Abonnements et soutiens :
Chèques bancaires à l'ordre de Michel RODINSON.
Virements postaux à : Michel RODINSON, CCP PARIS 685110 R.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIÈRE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 60 F

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____ Code postal _____

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson CCP PARIS 6851-10 R.
A expédier à Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles.

En bref

Chère rentrée

Pour les familles ouvrières, la rentrée scolaire est synonyme de trou dans le budget.

La Fédération des conseils de parents d'élèves de l'école publique a fait les comptes. Il en coûtera pour les parents dont les enfants entrent en cours préparatoire, 730 F en moyenne. Pour ceux qui entrent en 6e, il leur faudra débourser 980 F. Et pour ceux qui entrent dans le technique, cela reviendra à 1710 F. Et ces sommes ne concernent que les fournitures scolaires, pas les vêtements.

Des chiffres qui mériteraient un "chahut" sévère auprès de nos patrons, histoire de leur faire comprendre que, pour les salaires, le compte n'est pas bon.

Peau de chagrin

Le ministre Monory n'apprécie apparemment pas les syndicats d'enseignants. Si on en croit *Le Monde* (4 septembre), il aurait en préparation dans ses tiroirs une circulaire interdisant les réunions syndicales d'information pendant les heures de service.

C'est en 1982 – cela ne faisait encore pas bien longtemps que le gouvernement de gauche était en place – qu'un décret avait autorisé les enseignants à participer à une heure mensuelle pour des réunions syndicales sur le temps de travail.

Monory cherche sans doute à plaire, sans frais, aux réactionnaires parmi les parents d'élèves, dans l'encadrement des établissements scolaires, voire parmi les enseignants eux-mêmes. Mais il ne retire finalement pas grand-chose aux pseudo-acquis du temps de la gauche. Car le gouvernement socialiste était revenu lui-même sur son premier geste : l'arrêté d'application du décret en question, publié seulement en 1985, n'accordait déjà plus, dans les collèges et les lycées, que quatre heures par an...

Mais ce n'est après tout pas si grave. Les enseignants n'ont nul besoin – pas plus que leurs élèves – de lever le doigt ou d'être autorisés, pour discuter entre eux.

L'assurance à l'école : une affaire d'État

Monory a débuté sa rentrée scolaire en faisant grand bruit, au nom de la "neutralité du service public", contre le collectage des assurances scolaires organisé traditionnellement par les syndicats d'enseignants.

L'État commencerait-il à prendre conscience qu'il doit prendre les enfants totalement en charge à l'école ? Vous n'y êtes pas : il s'agit seulement de donner quelques contrats d'assurance à l'Association de parents d'élèves de droite, ou à des assurances privées.

Si on est au pouvoir, c'est quand même aussi pour favoriser les copains !

A la vôtre !

Le journal *Libération,* en faisant le tour des différentes manières de faire de l'argent avec du vin, cite toutes les falsifications et fraudes qui, de l'usage de l'antigel autrichien, au méthanol, en passant par la plus traditionnelle chaptalisation, finiraient par vous réconcilier avec l'eau plate. Même les étiquettes prestigieuses ne sont pas une garantie absolue.

Il y a 4 ans, toujours d'après *Libération,* le service des fraudes a découvert qu'une SICA, regroupant une trentaine de coopératives et 170 domaines particuliers, avait vendu les trois quarts de sa production sous de fausses étiquettes. Cette SICA était à l'époque dirigée par Yves Barsalou, président de la Fédération nationale de Crédit Agricole. L'enquête concernant cette fraude n'a pas encore abouti, le parquet se prétendant noyé... sous la complexité technique des dossiers.

Bref, il y a des gens qui ne reculent devant aucun moyen pour se sucrer.

Il papa sauve Renault ?

Les pubs dans le métro, c'est ringard. La Régie Renault a trouvé mieux.

Lors de sa tournée dans la région de Lyon, Jean-Paul II se déplacera debout dans une Renault Espace.

Avec le pape comme VRP, si le modèle ne fait pas des miracles, c'est vraiment qu'il n'y a plus de bon dieu.

CERCLE LÉON TROTSKY

Le prochain Cercle Léon Trotsky aura lieu
Vendredi 26 septembre
à 20 h 30
Palais de la Mutualité
24, rue Saint-Victor - Paris 5e
(Métro Maubert-Mutualité)

Il sera consacré au sujet suivant :

Octobre 1956 dans les Démocraties populaires

Des "casques bleus" tués au Liban :

On croit mourir pour la patrie, on meurt pour les industriels et les banquiers

Trois "casques bleus" français de la Force d'intervention des Nations unies au Liban (FINUL) viennent d'être tués au Sud-Liban. On les avait baptisés les "soldats de la paix". On voulait nous faire croire — et leur faire croire sans doute aussi — qu'ils allaient là-bas protéger les populations, empêcher les affrontements, séparer les belligérants de combats fratricides. Mais les troupes de la FINUL, en place depuis 1978, ne sont pas aussi neutres qu'elles le prétendaient. Elles n'ont pas fait barrage aux troupes d'invasion israéliennes. Elles n'ont pas empêché les massacres de populations par ces mêmes troupes israéliennes ou par leurs alliés phalangistes. Et elles sont depuis des semaines l'objet d'agressions, d'embuscades et d'attentats.

C'est que la FINUL était là pour contribuer à protéger au Moyen-Orient les intérêts des puissances impérialistes. Et si les soldats français ont servi et servent à quelque chose, c'est à montrer aux bourgeoisies de cette région du monde, et en particulier à la bourgeoisie libanaise chrétienne, que l'impérialisme français n'a pas renoncé à jouer un rôle dans cette partie du monde.

Bien sûr, le temps n'est plus, et cela depuis longtemps, où la France tenait le Liban sous sa domination directe. Mais l'histoire de ce pays est profondément marquée par ses liens avec l'impérialisme français, puisque ce pays était devenu, comme son voisin la Syrie, un protectorat français, c'est-à-dire une colonie, à l'issue de la Première Guerre mondiale. Et quand son statut changea, le Liban, qu'on appelait la "Suisse du Moyen-Orient", resta une terre d'asile aux fruits d'or pour les capitaux français. C'est moins vrai aujourd'hui. Mais les banquiers français ont toujours leur part dans les profits que les banques libanaises continuent de faire alors que le pays est déchiré par des guerres successives.

Alors les gouvernants qui, quelle que soit leur étiquette, de gauche ou de droite, veulent sauvegarder ce qui reste des intérêts de l'impérialisme français dans cette partie du monde, sont en réalité bien hypocrites quand ils se lamentent sur le sort des soldats blessés ou tués, sur les menaces qui pèsent sur les otages, sur les victimes des attentats. Ils paient en réalité là — avec la peau des autres, comme d'habitude — le prix d'une politique qui correspond aux seuls intérêts de la bourgeoisie. Ce sont eux qui sont responsables, car c'est eux qui choisissent de continuer à faire en sorte que la France apparaisse coûte que coûte comme une puissance impérialiste.

Et ce n'est pas nouveau. La défense des intérêts de l'impérialisme français a coûté cher aux peuples : aux peuples colonisés, bien sûr, mais aussi au peuple français. Car, de guerres coloniales en guerres mondiales, c'est par millions que des soldats et des civils sont morts pour que la bourgeoisie française participe au pillage du monde.

Alors, demain on va sans doute enterrer les "casques bleus" avec les honneurs et les flonflons patriotiques, comme on pleurera peut-être un jour sur les otages innocents, s'ils viennent à mourir.

On dira sans doute que ces jeunes sont "morts pour la France". Mais non, ils seront tombés victimes de la politique des représentants de la bourgeoisie française.

Et leur disparition est en tout cas là pour nous rappeler que la célèbre phrase d'Anatole France *"On croit mourir pour la patrie, on meurt pour les industriels et les banquiers",* n'était pas seulement vraie il y a plus de soixante-dix ans, au temps de la Première Guerre mondiale. Elle est encore bien vraie aujourd'hui. Et elle le restera, tant que les représentants de la bourgeoisie impérialiste et les va-t-en-guerre à son service resteront en place.

Arlette LAGUILLER

Succès de la Bourse : Ils savent mettre la crise à profit

"Encore une excellente semaine pour la Bourse de Paris, la troisième de suite, une semaine aussi qui laissera des traces dans l'histoire. Ses résultats seront inscrits dans le grand livre des performances de la rue Vivienne", écrivait *Le Monde* du week-end dernier. Eh oui ! La Bourse de Paris a atteint la semaine dernière un record jamais égalé. Le cours des actions de nombreuses sociétés ne cesse d'augmenter. Et ce n'est probablement pas fini. Les patrons n'arrêtent pas de pleurer misère, mais ce n'est pas la crise pour eux.

Car si les cours des actions en Bourse montent en flèche, c'est parce que les profits des sociétés, et donc les dividendes que les détenteurs d'actions peuvent espérer toucher en fin d'année, grimpent eux aussi. Ainsi, par exemple, *Les Echos* du 27 août présentaient les prévisions pour l'année 1986 du groupe DMC (fil, habillement) : une petite baisse de son chiffre d'affaires pour l'année 1986, de l'ordre de 6 %, ne devrait pas empêcher les bénéfices de croître d'au moins 20 %. Si bien que les actions DMC, qui se vendaient 323 F pièce fin 1985, sont montées le 26 août dernier à 525 F. Le groupe SEB (autocuiseurs, appareillages ménagers, dont la marque Calor), lui, escompte une progression modeste de ses ventes pour l'ensemble de l'année 1986, de l'ordre de 6 à 8 %, mais prévoit une augmentation de bénéfices se situant aux alentours de 100 millions de francs, contre 69,9 millions en 1985, soit une progression de plus de 40 % ! Si les actions Matra, qui se vendaient 1 650 F pièce début 1986, sont aujourd'hui cotées à 2 690 F, c'est non seulement que le groupe prévoit pour 1986 un bénéfice d'environ 130 millions au lieu de 110 millions de 1985, mais surtout parce que l'on escompte une croissance des bénéfices bien plus forte en 1987...

On le voit, les patrons n'ont pas tellement besoin d'accroître leur production aujourd'hui pour accroître leurs bénéfices. C'est même souvent le contraire.

Car, dans cette période où les affaires ne s'envisagent qu'à relativement court terme, les patrons n'ont pas envie d'investir des capitaux à construire des usines nouvelles, dont le rapport serait trop lointain et trop incertain, ni même à acheter de nouvelles machines. Ils n'investissent dans de nouvelles installations (et encore, en faisant appel aux subventions d'Etat) que lorsqu'ils ne peuvent vraiment pas faire autrement ; et cela se traduit alors généralement par d'importantes réductions d'effectifs. Et ce ne sont pas, de toute façon, les quelques modernisations effectuées, les "mutations technologiques inévitables", qui sont comme on voudrait nous le faire croire la cause de l'accroissement du chômage. Car, pour quelques chaînes robotisées, et encore une fois la plupart du temps aux frais de l'Etat, combien de milliers de travailleurs continuent à travailler sur les mêmes vieilles machines ? Combien de milliers travaillent dans les petites entreprises de sous-traitance, où les conditions de travail sont les plus déplorables et archaïques ?

Les profits augmentent car les patrons bénéficient d'une baisse considérable des cours des matières premières, qui se sont effondrés au cours des dernières années, au détriment des pays du Tiers Monde essentiellement.

Et ils économisent sur la main-d'œuvre. L'industrie automobile française, par exemple, a vu de 1980 à 1985 sa production de voitures particulières (groupes Renault et Peugeot réunis) baisser de 2,9 millions de voitures à 2,6 millions, soit une baisse d'environ 10 %. Dans les mêmes cinq années, les effectifs employés à la production de ces voitures particulières ont baissé de 253 000 à 198 000, soit une baisse de 22 %. Un salarié produisait en moyenne 13,3 voitures en 1980 ; il en produit en moyenne 15,2 en 1985. Et ce gain de productivité paraît encore insuffisant aux patrons de l'industrie automobile, qui continuent leurs fournées de licenciements.

Les coûts salariaux ont été considérablement réduits ; les patrons ont de plus en plus recours aux emplois précaires, à l'intérim. Et ce sont eux qui, en réalité, ont bénéficié des multiples formules d'aide à l'emploi des jeunes (généralisées aujourd'hui aussi aux plus de 25 ans) qui, sans créer d'emplois, ont offert aux patrons la possibilité de disposer d'une main-d'œuvre au rabais.

Les voilà, les secrets des succès "historiques" de la Bourse de Paris, en pleine crise. Et les patrons mentent, les gouvernants mentent, lorsqu'ils proclament que les entreprises sont ruinées, que les travailleurs doivent accepter les restrictions de peur de se retrouver au chômage. Ils ont seulement peur, eux, que la colère ouvrière ne vienne troubler leur jeu et leur douce euphorie financière.

Olivier BELIN

BOLIVIE

Coup d'arrêt à la marche des mineurs

Une fois de plus, la manière forte a permis au gouvernement bolivien de Paz Estenssoro de couper court au mouvement de protestation des mineurs boliviens. Leur marche vers la capitale s'est terminée à 60 km de la capitale, des camions de l'armée réexpédiant femmes et enfants à leur point de départ. L'état de siège est proclamé depuis le 28 août dernier et plusieurs dizaines de personnes sont pour le moment en détention et isolées.

Les mineurs de l'étain, longtemps la principale richesse du pays, entendaient protester contre les conséquences du plan d'austérité mis au point, la main dans la main avec le FMI et l'impérialisme américain, par le président Paz Estenssoro, vieux leader du Mouvement Nationaliste Révolutionnaire créé en 1941 par la bourgeoisie bolivienne désireuse de reprendre à l'impérialisme une plus grande part de profits.

Revenu au pouvoir pour la quatrième fois, dans un contexte de crise économique sociale et politique à multiples rebondissements, Paz Estenssoro ne connaît plus depuis août 1985 que la dévaluation brutale, le blocage des salaires, la hausse des prix. Les conséquences de cette politique "sociale-démocrate", selon les termes de la presse, sont spectaculaires. Le taux de l'inflation est tombé en un an de 11 750% à 250%. Cela réjouit le cœur des banquiers du monde impérialiste, mais cette relative stabilisation — si l'on peut dire — s'est faire en saignant à blanc la population bolivienne.

La milice ouvrière en avril 1952.

Aujourd'hui un mineur gagne 210 F par mois (et c'est un privilégié) et le pouvoir d'achat vient encore de chuter de 30% de sa valeur. Aussi les mineurs réclamaient-ils sur leurs banderoles *"le droit à la vie"*. Mais les rentrées continuent de baisser, en particulier à cause de la chute du cours de l'étain. Et Paz Estenssoro est en train de démanteler l'industrie étatisée de l'étain : sur les 27 000 travailleurs qu'elle employait, il vient d'en licencier 8 000 ; et la moitié de l'effectif restant, autour de 19 000 ou 20 000, doit l'être prochainement.

C'est ce qui a déclenché la colère des mineurs. Une fois de plus, eux qui depuis des décennies sont à la pointe de tous les combats, ils sont descendus dans la rue pour se défendre, soutenus par leurs femmes et leurs enfants. Une fois encore leur combativité n'a pas été prise en défaut. Mais, cette fois encore, il ne s'est trouvé personne, aucun dirigeant ouvrier, pour leur offrir une politique et une direction ferme.

Ces jours-ci, le vieux bureaucrate du syndicat bolivien (la Centrale Ouvrière bolivienne), Juan Lechin, donne des interviews à la presse bourgeoise internationale et lui fait son numéro habituel de vieux militant ouvrier qui en a vu d'autres et qui est prêt une fois de plus à reprendre le chemin de la clandestinité, pour "continuer le combat". Mais le combat, cela fait quarante ans que Lechin le trahit. Il y a trente-quatre ans, lors de la révolution d'avril 1952, il était lui aussi membre du MNR et marchait côte à côte avec Paz Estenssoro. A eux deux, ils se sont entendus comme larrons en foire pour maintenir l'autorité de l'Etat, totalement ébranlée par le prolétariat bolivien, qui aurait été alors assez fort pour démanteler l'armée si ses dirigeants ne l'avaient pas engagé dans des voies de garage.

Accompagnés de leurs épouses, trois responsables du MNR lors d'une réception officielle au début des années 60 : Hernan Siles à gauche, Paz Estenssoro à droite et au centre Juan Lechin.

Ils ont manœuvré jusqu'à ce que celle-ci soit remise sur les rails, et la classe ouvrière au travail.

Ce rôle, Lechin devait le jouer à nouveau en 1970-71 dans l'"Assemblée populaire" concédée par le général Torrès, alors au pouvoir, qui devait composer avec une grève générale. La politique de Lechin permit de briser la volonté ouvrière, et en conséquence ouvrit la voie à un nouveau coup d'Etat, du général Banzer cette fois, qui allait une fois de plus replonger le pays dans la dictature.

Aujourd'hui, Lechin n'a pas de mots assez durs pour dénoncer la politique d'austérité de Paz Estenssoro. Mais, comme l'a fait remarquer malicieusement l'un de ses biographes, le problème de Lechin a été toute sa vie de mettre en accord ses paroles et ses actes.

Quand il était l'allié de Paz Estenssoro, dans les années 1960, on l'a vu se faire le complice d'un plan identique imposé à la Bolivie par les banquiers de l'impérialisme américains. On a vu alors Lechin se faire le chantre du plan de "modernisation" qui allait *"sauver l'industrie minière"*. On voit ce qu'il en a été !

Aujourd'hui, Lechin met en accusation Paz Estenssoro, accusé d'être vendu aux *"intérêts étrangers"* (on aura compris : les Etats-Unis). Mais c'est Lechin qui est allé jadis se faire photographier quand il était vice-président, en compagnie d'un des plus compromettants fantoches de l'impérialisme américain, Tchang Kaï-chek.

Non, décidément, les travailleurs de Bolivie n'ont rien à attendre de tels dirigeants, pour qui les syndiqués n'ont toujours représenté qu'une monnaie d'échange pour leurs manœuvres politiciennes. Alors, en ces temps difficiles pour le syndicalisme réformiste, Lechin craint peut-être pour sa retraite. Mais ce qui est en jeu, pour les travailleurs de Bolivie, c'est, comme ils le proclamaient sur leurs banderoles : *"leur droit à la vie"*. Et ils ne parviendront à le défendre qu'en apprenant à se passer de ces politiciens bourgeois, qui ne se maintiennent à la tête du mouvement ouvrier que pour le trahir.

Jacques FONTENOY

ON NOUS COMMUNIQUE

Le Collectif pour la libération d'Eleuterio Gutierrez, militant ouvrier bolivien, nous a fait parvenir un communiqué relatant ses initiatives concernant cette affaire.

Solidaires de tous les militants et de tous les travailleurs boliviens victimes de la répression dans ce pays, nous en publions quelques extraits.

"LIBEREZ ELEUTERIO GUTIERREZ, MINEUR BOLIVIEN.

Ce mineur est l'un des dirigeants syndicaux du Puits Bolivar, dans la région d'Ururo, Bolivie, et a été plusieurs fois élu délégué de son puits au Congrès de la FSTMB (Fédération des syndicats des mineurs boliviens).

Il vient de passer onze mois en prison, sans qu'il y ait de procès ! Il fut arrêté l'année dernière, à la fin de la grande grève générale bolivienne de cinq semaines, suivant des plaintes déposées par la direction de la mine. Emprisonné pour des raisons politiques et syndicales, ses camarades de travail le soutiennent jusqu'au bout.

Eleuterio, mineur depuis son jeune âge, est militant révolutionnaire. En tant que dirigeant syndical, il est très connu dans sa région. Il fut partie prenante des marches de mars 1985 sur La Paz, capitale de la Bolivie. Il fut l'un des dirigeants de la lutte au sein de l'industrie minière privée, pour l'expropriation des capitalistes et la défense des emplois et des salaires. Eleuterio s'est aussi présenté comme candidat sur la liste du Parti Ouvrier Révolutionnaire (POR-Lora) aux élections du Conseil d'Ururo, bien qu'il ne soit pas militant de ce parti. Voici pourquoi il est actuellement à la prison de San Pedro.

Nous vous demandons donc :
— d'écrire à l'adresse suivante (Ambassade de Bolivie, 12 av. Président-Kennedy, 75016 PARIS), exigeant sa libération immédiate;
— de faire adopter des résolutions de soutien par votre section syndicale ou organisation politique;
— de publier cet appel dans votre presse syndicale, politique..."

Par ailleurs, le Comité annonce qu'il projette d'organiser une manifestation à Paris, le 30 septembre prochain à 18 h 30 devant l'ambassade de Bolivie, et précise qu'il peut être joint à l'adresse suivante :
Mme Stenberg
B.P. 166
75564 Paris Cedex 12.

Le krach de l'étain

A l'origine de la colère des mineurs de Bolivie, il y a le krach d'octobre dernier. En dix mois, l'étain a perdu 64 % de sa valeur. Un peu partout dans le monde, des centaines de mines ont déjà fermé ou sont menacées. C'est la cas de la Malaisie, de la Thaïlande, de l'Indonésie.

Pendant plus de trois ans, le cours de l'étain a été maintenu artificiellement par le Conseil international des 22 pays producteurs. Il soutenait les cours en achetant au plus haut et à tout-va. Il laisse, nous dit-on, des millions de livres de dettes à ses fournisseurs et à ses banquiers.

La consommation de fer-blanc n'a cessé de baisser depuis que sont apparus des alliages plus modernes, à base d'aluminium. De même la conserverie alimentaire laisse petit à petit la place à des conditionnements sous plastique.

En Bolivie, l'étain s'extrait à 800 m de profondeur, dans des conditions particulièrement difficiles. Et coûteuses : la tonne d'étain coûte, paraît-il, 10 000 livres sterling à extraire et 3 700 livres à la revente. En cinq ans, la production a donc diminué de moitié.

Et bien sûr, au nom du sacro-saint profit, les capitalistes de Bolivie, qui n'ont jamais invité les mineurs à partager les bénéfices quand l'étain était roi, entendent bien leur en faire payer toute la casse.

J.F.

Juan Lechin, à droite, s'entretenant avec un colonel.

Social

L'aide personnalisée au logement côté cour

En attendant la publication des nouveaux barêmes de calcul de l'APL pour les locataires et les propriétaires emprunteurs, la Confédération Nationale du Logement (CNL) et l'Union Nationale des Associations Familiales (UNAF) protestent contre la décision du gouvernement de ne pas indexer cette aide sur l'évolution du coût de la vie.

Le gouvernement prétend qu'il ne peut plus faire face à l'explosion "incontrôlable" des dépenses liées au versement des aides personnalisées au logement (33 milliards de francs versés en 1985, 38 en 1986). Or, pour de très nombreuses familles, ce système s'avère être un piège financier d'autant plus grave que l'Etat ne remplit pas ses engagements.

L'aide personnalisée au logement est fonction des revenus et des charges familiales. Le montant n'en est pas le même s'il s'agit de diminuer un loyer ou d'aider le remboursement d'un prêt pour devenir propriétaire. Par ailleurs elle est révisable chaque année. Mais le gouvernement s'était engagé à l'origine à ce que les barêmes suivent l'évolution du coût de la vie.

Grâce à ce système, le gouvernement a incité des familles qui, sans cela, n'en auraient pas eu les moyens à acheter des logements — et à s'endetter pour 20 ans — ou à prendre des logements à loyers élevés (à vrai dire on n'en trouve pas beaucoup d'autres dans les grandes villes).

Mais ce système était avant tout destiné à soutenir l'industrie du bâtiment. Et de fait les constructeurs et les pavillonneurs n'ont pas hésité à présenter aux futurs acquéreurs des montages financiers attractifs ne prenant en compte que les toutes premières années de remboursement. Celles justement où les annuités de remboursement des prêts peuvent être allégées artificiellement. Celles pour lesquelles l'aide pouvait être la plus importante vu le plus grand nombre d'enfants à charge et un revenu de départ bas.

On laissait volontiers dans le flou les risques de l'évolution future.

Or ces risques et ces incertitudes sont bien souvent aujourd'hui devenus réalité. D'une part parce que les revenus stagnent (quand ils

ne diminuent pas en cas de chômage ou de nouvel emploi). D'autre part parce que le gouvernement ne tient pas ses engagements; car depuis plusieurs années, l'APL ne suit pas l'évolution des loyers (+ 5,2% en 1986) ou du coût de la vie. C'est alors très rapidement la catastrophe pour le budget familial.

Le succès de l'APL (9.500 bénéficiaires en 1978, 523.000 en 1980, 1,6 million aujourd'hui) donne la mesure du nombre de familles aujourd'hui en difficulté. Mais il permet également de mesurer le transfert de richesses qui s'est opéré vers l'industrie du bâtiment et les banques. L'Etat a amorcé la pompe et les familles paient de plus en plus.

Car aujourd'hui, les constructeurs ont empoché le prix des logements, les banques ont fait signer les traites pour des emprunts à des taux souvent prohibitifs de nos jours, les organismes de location exigent le paiement des loyers... et l'Etat déclare de plus en plus forfait !

Aujourd'hui, le ministre du Logement, Méhaignerie, fait semblant d'être "dépassé" par l'ampleur du problème, il essaie de tricher en avançant que la baisse actuelle des frais de chauffage peut compenser les insuffisances de l'APL, il parle hypocritement du "taux d'effort minimum" que doit fournir chaque ménage, il promet que les cas individuels seront examinés et même... un groupe de travail vient d'être créé pour proposer un nouveau système.

Mais en attendant, le gouvernement préfère laisser les familles touchées se débattre de plus en plus difficilement avec leurs dettes et leurs loyers. Et il préfère consacrer l'argent public à de nouvelles combines pour continuer à arroser les entreprises et les capitalistes.

Claude CHARVET

Dans notre courrier

Chirac a mis le feu aux poudres

Un de nos lecteurs qui était à Peymeinade lors des incendies raconte pour nous la carence des pouvoirs publics et la colère des sinistrés.

« Mardi matin, à 11 heures, Chirac, en survolant la zone sinistrée de Grasse a mis le feu aux poudres. Si la mairie de Peymeinade l'a accueilli en grande pompe, drapeau tricolore au vent, nous, les sinistrés, nous avons brandi le poing, les fourches et les pelles encore chaudes.

Oui, parce que, dans l'avenue de Peygros, à Peymeinade, au plus fort de l'incendie de dimanche après-midi, on n'a jamais vu les Canadairs, il n'y avait pas un pompier sur le terrain, on nous a chassés de nos maisons et la protection civile ramassait les bouteilles de butane. Dans ce quartier, il n'y a pour ainsi dire pas de bouches d'incendie, et les quelques rares étaient à sec.

Si le feu s'est éteint, c'est parce que des courageux sont restés, certes des petits propriétaires qui préservaient une vie de labeur; les nantis, eux, ont abandonné leurs villas. Ici aussi existe la solidarité de classe et l'antagonisme des classes, comme lorsque j'étais ouvrier chez Peugeot avant d'être auto-licencié il y a un mois.

Toute la région, le sait-on, a d'abord protégé avec les Canadairs les propriétés du super-Cannes, celles des émirats arabes. Les gens hurlaient dans la rue quand, consternés devant les flammes, ils constataient que l'on était complètement abandonnés. Ici comme partout, il faut compter sur soi-même, il faut s'organiser.

Tout le monde doit savoir que les pompiers travaillent "au pif", au coup par coup, les bornes d'incendie, quand elles existent, sont vite à sec, les piscines sur lesquelles comptent les pouvoirs publics, il faudrait, pour les atteindre, que les pompiers aient assez de tuyaux.

Le plan ORSEC, déclenché quand tout était terminé, c'est du vent : que des bidasses se promènent dans les cendres, on s'en fout! Pourquoi n'avait-on pas acheminé dès samedi tous les régiments du génie, pourquoi n'a-t-on pas rempli d'eau toutes les citernes autoroutières disponibles pour nous amener de l'eau! Pourquoi les pompiers ne sont-ils pas ravitaillés en nourriture, boisson, tabac? Ils n'ont même pas de masque anti-fumée! Des milliers de flics, pour quoi faire... Seulement pour nous empêcher d'évacuer nos familles, nous interdire de défendre nos bicoques.

Ce désastre servira une fois de plus ceux qui possèdent des hectares en friche : les promoteurs sont maintenant prêts à faire des affaires.

(...)

Une précision : la maison de retraite de Peymeinade, appelée "unité de retraite", n'a pas pu être défendue normalement puisque les raccords utilisés par les pompiers ne pouvaient pas s'adapter sur les quelques bouches d'incendie.

Au nom d'un groupe de mécontents pas décidés à se laisser faire. »

C.P.

Les ripoux de La Seyne

Le maire adjoint de la Seyne-sur-Mer, près de Toulon, a été assassiné vendredi par deux tueurs à moto.

On a fait aussitôt le rapprochement avec l'affaire des quatre militants d'extrême-droite qui ont sauté dans leur voiture il y a quinze jours au moment où ils allaient poser une bombe dans un quartier d'immigrés, à Toulon justement. On a dit que l'assassiné avait des sympathies dans ce milieu d'anciens paras où on a tendance à discuter à coups de revolver. Puis on a démenti.

Mais il paraîtrait que finalement, ce n'est pas de ce côté qu'est l'explication. Le notable assassiné s'occupait aussi de l'immobilier et des grands travaux dont il était responsable pour la ville. Il y a l'embarras du choix pour trouver la piste d'un assassin possible.

En tout cas, les chemins ont bien l'air de se croiser entre le milieu des affaires, celui de la pègre et des paras en mal d'attentat raciste, et celui de ces notables politiciens. Au point qu'il est difficile de percevoir la différence.

Un drôle de missionnaire

Ils n'en finissent pas d'avoir des idées, les ministres. Cette fois, c'est le ministre de l'Industrie et du Commerce, Chavannes, qui lance sur les routes 3 000 "jeunes missionnaires", élèves des grandes écoles, dont la fonction est d'inciter les dirigeants des PMI et PME à embaucher.

On peut douter que ces nouveaux missionnaires réussissent à évangéliser les patrons et parviennent à les convaincre d'embaucher des jeunes sans débaucher, dans le même temps, des travailleurs plus âgés, et donc mieux payés. Ce qui aboutira à réduire la masse salariale payée par les patrons... mais pas le chômage.

Ce gouvernement, comme tous les autres, ne lésine pas sur les vœux pieux. C'est une denrée qui ne lui coûte pas cher. Et qui ne rapporte rien aux travailleurs.

La farce électorale continue, mais les travailleurs finiront par se fâcher

Les préparatifs pour les élections présidentielles de 1988 battent leur plein. Les politiciens se mettent tous sur la ligne de départ. C'est fou le nombre de gens qu'on voit, à droite comme à gauche, se préparer à la course à la présidence.

Seulement, même si toute cette agitation politicienne nous paraît dérisoire, elle vise au bout du compte à ce que nous, les travailleurs, finissions par nous passionner pour cette comédie électorale et à nous contenter de faire la galerie.

Oui, si nous acceptons une fois de plus d'attendre de ce petit jeu qu'il change notre sort, nous aurons subi, une fois de plus, des atteintes à notre niveau de vie ; le chômage aura encore augmenté, la position des travailleurs face au patronat se sera encore affaiblie ; la situation de la classe ouvrière aura empiré. Et ça ne sera pas fini. Car après les présidentielles de 1988, la roue électorale continuera de tourner. Il y aura la préparation des législatives, pour 1991, et ce sera reparti pour un tour.

C'est ainsi que les gouvernements passent, et que le régime capitaliste se survit, de crise économique en mirages électoraux.

Pendant cinq ans, la gauche nous a dit qu'elle allait relancer l'économie en permettant aux entreprises de se rentabiliser, c'est-à-dire en leur permettant de faire le maximum de profits sur notre dos. Mais les patrons ont eu beau s'en mettre plein les poches, le capitalisme français est devenu encore moins compétitif, et le chômage a augmenté. La gauche n'a servi qu'à éviter au patronat les luttes sociales, et à le rendre plus avide.

C'est ce que Mitterrand appelait l'état de grâce ! Et quand la gauche a laissé la place à la droite, elle la lui avait bien préparée, en lui livrant la classe ouvrière pieds et poings liés. Et tout naturellement alors, la situation n'a fait qu'empirer.

Et c'est ainsi qu'aujourd'hui, le gouvernement actuel nous annonce cyniquement qu'il ne faut pas espérer une réduction du chômage et qu'à la fin 1987, il y aura 3,5 millions de chômeurs ! La gauche endormait les travailleurs, et les salauds de la droite les piétinent.

Et ce ne sont pas sur les chefs syndicalistes que les travailleurs peuvent compter pour se défendre : les uns se comportent comme des mendiants, les autres disent on va voir ce qu'on va voir, mais le patronat ne prend pas une seconde leurs menaces au sérieux.

Mais ce qui arrivera heureusement, c'est qu'au-delà des situations particulières des travailleurs, la classe ouvrière prendra un grand coup de colère.

Ils nous menacent et nous oppriment par leur crise économique. Répondons-leur par une crise sociale ! Leurs profits n'y résisteraient pas. Que demain apparaisse ne serait-ce que l'ombre d'une grève générale, pas une de ces inoffensives journées nationales d'action prudemment programmées par secteurs par les bureaucrates, mais une vague de grèves qui déborde les appareils, et on verra si la Bourse continue de monter pour le seul profit des spéculateurs !

On verra si les bourgeois continuent à spéculer sur la résignation ouvrière et croient pouvoir s'enrichir vite et sans risque !

Ce sont les illusions électorales combinées à la trahison des partis de gauche et des dirigeants syndicalistes qui ménagent de belles années aux riches et aux profiteurs, et préparent des années sombres pour la classe ouvrière.

Mais que les travailleurs utilisent la force immense qui est la leur, et la crainte de l'avenir, comme le véritable espoir, changeront de camp.

Privatisation

Le deuxième temps de la valse des pédégés

La valse des PDG continue. Le Conseil des ministres vient de nommer ou confirmer vingt-neuf banquiers (15 nouveaux, 14 anciens confirmés) et deux industriels.

Les premiers touchés, parmi ceux qui partent, sont ceux qui, comme lors de la première vague de départs, étaient liés au gouvernement socialiste.

Il y a eu quelques grincements de dents. Mais Mitterrand qui fait son maximum pour l'emploi, c'est bien connu, avait insisté auprès de Chirac pour que les déboutés soient reclassés. Sortez vos mouchoirs, certains ne l'ont pas encore été, notamment l'ex-directeur général du Crédit Agricole. Il paraît que trouver un emploi au mois d'août, ce n'est pas facile. Sans blague. Que les chômeurs en quête d'emploi se rassurent, il y a bien peu de chance qu'il vienne leur faire de la concurrence. S'il se débrouille aussi bien que le PDG du Crédit Lyonnais remercié par la gauche, Brossolette, il pourra toujours se trouver une petite place dans une officine où l'on brasse allègrement les milliards (pour débuter...)

Pour les remplacer, ça se bousculait plutôt au portillon. Il n'y avait pas moins, nous dit-on, de cinq à six candidats par poste. C'est dur la vie de Premier ministre. A chaque fois qu'il en nomme un, il se fait quatre ennemis !

Parmi ceux qui partent cette fois-ci, il y a de mystérieux "théoriciens de la banque socialiste", selon l'expression du journal *Le Monde*. Qui sont donc ces messieurs ? Il s'agit de Pierre Vajda et Jean Matouk, qui étaient respectivement au Crédit chimique et à la Banque Chaix. Vajda suggérait dans ses essais économiques la disparition du livret A de caisse d'épargne et du livret bleu du crédit mutuel exonéré d'impôts. Matouk étant plutôt spécialisé dans la formule choc, qu'on en juge : *"La gauche peut sauver l'entreprise"* ou encore *"notre pays se veut capitaliste et n'a pas de capitalistes"*. On doit encore en frémir du côté de Neuilly.

Il paraît qu'il n'y a plus de femmes à la tête des banques. On vient de renvoyer Christiane Doré, ex-prédégère de la Sofinco, venue de la revue *50 millions de consommateurs* et liée, au ministère de la Consommation, à Catherine Lalumière. Cette redoutable socialiste ciblait le crédit aux particuliers. On mesure l'audace. On la mesurera, encore plus précisément, quand on saura qu'elle avait coutume de commenter en aparté que dans les consommateurs, elle voyait des "clients-électeurs". Une socialiste, on vous dit.

Comme leurs prédécesseurs, les successeurs ont été choisis autant et plus — nous dit-on — pour leurs compétences professionnelles que pour leurs attaches politiciennes. La nomination de Pierre Habib-Deloncle à la tête de la banque Chaix est illustrative à cet égard. *Le Monde* l'appelle d'ailleurs un *"professionnel RPR"*.

L'argent intéresse bien trop les tenants du monde capitaliste, qu'ils soient de droite ou de gauche, pour qu'ils aient en aucune manière l'intention de plaisanter avec cela. Les socialistes au gouvernement ont mené une politique bancaire qui s'inscrit parfaitement dans ce que la revue pro-patronale *Le Nouvel Economiste* appelle, sans rire, *"la révolution"* des banques. En contribuant à développer les SICAV, en créant des billets de trésorerie, entre autres, les socialistes au gouvernement ou à la tête des banques se sont parfaitement inscrits dans les tendances actuelles qui mettent au premier chef la spéculation financière et boursière. Ce que les économistes bourgeois appellent la "révolution", c'est la transformation en cours des grandes banques de dépôts au profit de petites banques, employant moins de personnel et utilisant les techniques dernier cri de la télématique, des communications par satellites, de l'informatique pour qu'un minimum d'employés fassent rentrer un maximum de profit financier. Ces professionnels qui vont succéder à d'autres professionnels auront, n'en doutons pas, de la suite dans les idées.

Les précédentes nominations avaient préoccupé les employées de banque qui avaient craint une remise en cause de leurs avantages acquis. Elle est à craindre en effet, non pas tant parce que les PDG de droite sont plus méchants que les PDG de gauche.

Mais c'est que dans le système capitaliste, les PDG sont les PDG et s'ils doivent se passer d'une partie de leur personnel pour faire prospérer leur capital, ils ne s'en privent pas. Bien au contraire.

Les manœuvres sur ce terrain sont multiples. Ainsi les travailleurs d'Usinor et de Sacilor voient porter à leur tête un seul PDG, François Mer qui vient, paraît-il, *"coordonner"* la sidérurgie. Et comme il arrive précédé de sa réputation de *"redresseur d'entreprise"*, on aura compris que le licencieur nouveau est arrivé.

Les PDG nouveaux sont peut-être arrivés. Mais le système capitaliste, lui, est toujours aussi vieux et malade. Il est temps que les travailleurs montrent aux capitalistes et aux banquiers ce que c'est qu'un chambardement, un vrai.

Jacques FONTENOY

CHIRAC EN NOUVELLE CALÉDONIE:

Pour que vivent les intérêts de l'impérialisme français

Le voyage de Chirac en Nouvelle-Calédonie, à la fin de la semaine dernière, a donné lieu aux cérémonies rituelles propres aux visites ministérielles dans les colonies, ponctuées de discours, de réceptions avec colliers de fleurs et baisers de jeunes femmes tout sourire pour le représentant officiel de la puissance coloniale. Moyennant quoi, Chirac, de retour à Paris, a pu parler de son voyage aux antipodes comme d'un succès.

Mais il faut dire aussi que, sur le plan politique, Chirac avait mis dans ses discours les ingrédients nécessaires pour apparaître autant que faire se peut comme un "homme de dialogue", tant vis-à-vis des caldoches partisans acharnés de la présence coloniale que vis-à-vis des indépendantistes kanaks.

Dans son discours de la place des Cocotiers à Nouméa, Chirac a donc tout à la fois réaffirmé son intention de perpétuer la présence française dans le territoire, et enrobé cela de phrases de conciliation entre les différentes communautés du territoire. *"Aucune ne peut revendiquer pour elle-même le droit de déterminer le destin de tous. Mais nul ne doit être exclu du dialogue"*, a-t-il dit. Les uns ont été invités à *"calmer leur impatience"*, les autres à *"dissiper leurs craintes"*. Et, nuançant l'attitude adoptée ces dernières semaines par le ministre RPR des DOM-TOM, Bernard Pons, qui s'était surtout soucié d'afficher son opposition aux indépendantistes, Chirac s'est employé, lui, à les amadouer. Il a déclaré aux représentants du Front indépendantiste, le FLNKS, qu'il *"lui arrivait de changer d'avis en cours de discussion quand les arguments d'en face sont défendables"*, qu'il était prêt à discuter avec eux *"autant de fois que l'on voudra"*, qu'il *"n'était pas l'allié de quelque groupe d'intérêt que ce soit"*.

Enfin, pour faire passer le tout, le Premier ministre avait, comme il se doit, apporté dans ses bagages les promesses de crédits en tout genre à l'usage des communes de l'île, propres à garantir, notamment dans les mairies dirigées par le FLNKS, un accueil pas trop mauvais. Même s'il est vrai, bien sûr, que l'essentiel des subventions débloquées pour l'occasion ira aux petits et grands privilégiés caldoches.

Alors, bien sûr, on peut voir dans cette attitude de Chirac une certaine "ouverture", au moins si on la compare avec certaines déclarations "musclées" sur la "Nouvelle-Calédonie française" dont le RPR s'est fait à plusieurs reprises une spécialité. Cette attitude ressemble même plutôt, à bien des égards, à la politique menée, sous différentes variantes, par le précédent gouvernement socialiste, que ce soit au temps d'Edgard Pisani ou au temps du secrétaire d'Etat aux DOM-TOM Georges Lemoine. Mais sur le fond, il s'agit toujours de la même politique, visant avant tout au maintien de l'impérialisme français en Nouvelle-Calédonie. Et elle retrouve tout naturellement des traits communs avec celle du précédent gouvernement qui, tout "socialiste" qu'il fût, visait bien évidemment au même but.

Pisani, lui non plus, ne voulait pas heurter de front la population des "petits Blancs" caldoches hostiles à l'indépendance, et c'est pourquoi d'ailleurs il s'était engagé dans l'engrenage du maintien de l'ordre et de l'intervention policière. Mais, en même temps, il avait cherché les moyens d'associer au pouvoir une partie des notables kanaks du FLNKS, en créant pour eux cette "régionalisation" du territoire, partagé en quatre régions, dont trois dirigées par le FLNKS, et une, celle de Nouméa, par les partis caldoches. La dernière est, bien sûr, la seule région riche, mais l'opération permettait tout de même de créer des postes pour un certain nombre de notables indépendantistes.

Pour marquer la différence avec la politique du gouvernement socialiste, que le RPR a, bien entendu, abondamment dénoncée en son temps, le gouvernement Chirac a décidé que les régions auraient désormais moins de pouvoir, au bénéfice des communes. Cela est un peu au détriment du FLNKS, qui ne gère que seize communes sur trente-deux. Mais sur le fond, le voyage de Chirac vient de le montrer, il cherche de la même façon à se concilier les notables indépendantistes.

Car, au-delà même de la question de savoir ce que sera le statut officiel de l'île dans l'avenir, indépendance formelle ou "autonomie", ou maintien du statut actuel, il est essentiel pour l'impérialisme d'avoir des liens avec une couche de notables qu'il associe au pouvoir par le biais de postes et de crédits. Car ce sont ces hommes qui, même si le territoire finit par aboutir à l'indépendance, pourront être les garants du maintien des liens économiques avec l'impérialisme et les intermédiaires d'une exploitation coloniale maintenue.

Naturellement, l'impérialisme français ne peut jouer ce jeu que dans la mesure où le FLNKS s'y prête. Or — c'est là la raison du relatif succès du voyage de Chirac — il se trouve que les dirigeants du FLNKS acceptent de jouer ce jeu avec lui, tout comme ils l'ont accepté avec Pisani. Du moins juqu'à présent.

Car la politique de Chirac, tout comme celle de Pisani, comporte toujours à l'horizon le même écueil : celui de la précision du statut futur du territoire.

Officiellement, ce statut devrait être décidé par un référendum d'autodétermination en 1987, qui se prononcerait sur l'indépendance ou le maintien de la situation actuelle. Mais le FLNKS refuse avec raison qu'à ce référendum on fasse voter l'ensemble de la population caldoche, ce qui assurerait automatiquement une majorité aux anti-indépendantistes en permettant à la majorité de colonisateurs de décider "démocratiquement" que la minorité doit rester colonisée. Tandis que les partis caldoches et en particulier les collègues RPCR du RPR Chirac comptent bien que ce référendum assure leur maintien au pouvoir et celui du statut colonial.

Pour le moment, sur ce problème, la "conciliation" de Chirac s'est bornée à laisser entendre que, peut-être, au référendum, on ne ferait pas voter les fonctionnaires français de passage dans le territoire, afin que ce ne soit pas eux qui tendent à décider de l'avenir pour tous les autres. Mais le problème reste entier. Et il maintient tous les risques d'un affrontement politique. Or, au-delà du référendum lui-même, l'impérialisme français voudrait éviter tout ce qui pourrait, d'une façon ou d'une autre, fournir le motif à une radicalisation de la population kanake, l'apparition en son sein de dirigeants moins enclins au compromis avec l'impérialisme français. En sens inverse d'ailleurs, la radicalisation des "jusqu'au-boutistes" de la colonisation française parmi la population caldoche pourrait entraîner celle des Kanaks.

Il est vrai que d'ici-là, le gouvernement français pourrait changer, et que ce sera peut-être à un autre qu'il appartiendra de régler ce problème épineux. Au fond, c'est peut-être ce qu'espère Chirac, comme Fabius l'a fait avant lui. Et tout compte fait, d'un "plan" à un autre, d'une soi-disant réforme à une autre, d'un gouvernement à un autre, l'impérialisme français gagne du temps et reste en place en Nouvelle-Calédonie. Aussi longtemps du moins que les masses kanakes ne décident pas d'entrer en scène pour jeter par terre ce jeu bien réglé.

André FRYS

NON AUX EXPULSIONS DE RÉFUGIÉS BASQUES!

Manifestation
le vendredi 12 septembre à 18 h 30
à partir de la place de la Bastille

A l'initiative du Comité de soutien aux réfugiés basques en exil, soutenu par LCR, PSU, LO, CEDETIM, PCI, LST, Fédération Anarchiste, SGEN CFDT, Courant Alternatif, qui rappelle en ces termes le sort fait à un certain nombre de réfugiés basques en France :

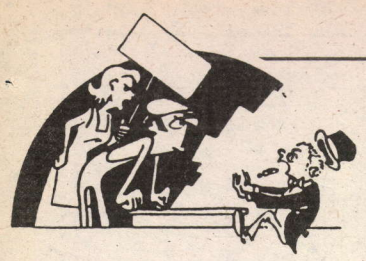
" Domingo Iturbe, titulaire du statut de réfugié politique, déporté le 13 juillet au Gabon. Jose Lopez Varona, avec une carte de séjour renouvelée le 11 juillet, est remis le 19 à la police espagnole. Torturé à Madrid, il est toujours incarcéré. Le 22 juillet, Juan Nafarrate Arteche, est arrêté, remis à la police espagnole, torturé, incarcéré. Le 28 juillet, Jose Luis Artola Amenza est arrêté, remis à la police espagnole, torturé, incarcéré. Le 30 juillet, Juan Ramon Ruiz de Gauna, expulsé, incarcéré, est hospitalisé suite aux tortures subies à Madrid. Le 31 juillet, Luis Angel Dobaran est remis aux policiers espagnols, torturé, incarcéré. Tous ces réfugiés avaient leurs papiers en règle, ils ont tous été arrêtés dans la rue, qui sur le chemin de son travail, qui en sortant de chez un ami... sans qu'aucun événement ne justifie ne serait-ce qu'une interpellation. Dans tous ces cas, le ministère de l'Intérieur a allégué qu'ils se préparaient à commettre des attentats, sans avancer aucune preuve ni s'appuyer sur la moindre enquête.

Le 8 août, on tente d'assassiner Juan Lorenzo Lasa Mitxelena, réfugié basque incarcéré à Bayonne.

Le 12, on apprend la disparition de Alfonso Etchegarray, réfugié en France, déporté en Equateur où il a été torturé par la police espagnole. Il faudra plus d'une semaine pour apprendre qu'il a été transféré à Sao Tomé.

Le 27 août, Pedro Guridi Iriarte est expulsé en Espagne à son tour, de même que Fernando Eguileor, titulaire d'une carte de 10 ans, commerçant, père de 3 enfants français, dans les mêmes conditions que les 5 précédents.

Jose Maria Bereciartua, interpellé le 30 juillet, titulaire du statut de réfugié politique, attend son procès en extradition pour le 17 septembre."



ALSTHOM Saint-Nazaire (44)

Une rentrée syndicale qui annonce la couleur

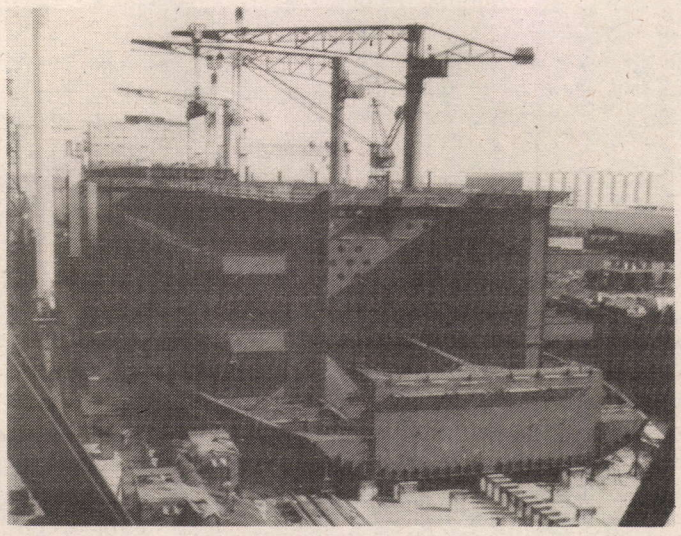
Aux chantiers de la navale, à Saint-Nazaire, les organisations syndicales ont fait leur rentrée sociale locale, la semaine dernière chacune leur tour en distribuant un tract, au sujet de la navale.

C'est d'abord la CFDT qui a ouvert la voie. Le tract distribué le 25 août pose entre autres la question : *"L'accord signé, au sujet des congés-conversions, en novembre 1984, a-t-il évité des licenciements ?"*, pour y répondre : *"vraisemblablement"*. Une manière hypocrite de dire ni oui, ni non ! Et finalement le but du tract est tout simplement de justifier la signature de la CFDT. Et ils ont tout de même bien du mal, les bureaucrates de ce syndicat, à justifier les réductions d'effectifs ! D'autant plus qu'aux chantiers, en 1984, presque tous les syndiqués CFDT de la navale à Saint-Nazaire avaient voté, au cours d'une assemblée générale, le refus de signer la mise en place des congés-conversions qu'ils assimilaient, à juste titré, à des licenciements, ce qui n'empêche donc pas qu'aujourd'hui, deux ans après, et surtout après les luttes menées cette année chez Dubigeon à Nantes — entre autres pour refuser les congés-conversions —, de nouveau les bureaucrates tentent de faire avaler la pilule.

Et, se faisant ouvertement l'avocat des désirs des patrons, la CFDT résume sa pensée dans cette phrase : *"Les congés-conversions ne sont pas le remède miracle. Ils constituent un des moyens "d'amortir" le choc traumatisant des suppressions d'emplois !"*

Quant à FO, son tract *Non aux semeurs d'illusions* justifie aussi le fait d'avoir signé l'accord des congés-conversions. Les responsables de FO sont bien obligés de reconnaître que les congés-conversions ce n'est pas la panacée, mais cela ne les empêche nullement de parler comme le ministre Séguin pour nous convaincre qu'on doit s'estimer heureux, les autres industries n'ayant pas les privilèges que nous avons ! Pas un mot sur nos camarades qui sont licenciés à Dubigeon, Dunkerque...

Pour finir, c'est la CGT qui a eu le dernier mot. Et là, on est passé tout de suite aux choses sérieuses. Son tract au titre ronflant : *La navale, l'enjeu national* /veut montrer dans quelle direction nous devons engager le combat.



Pour la CGT, nous sommes confrontés à une politique de casse de la navale française datant des années 1970, poursuivie par le gouvernement "socialiste" et accentuée aujourd'hui (notons qu'ils camouflent sereinement que les ministres communistes ont voté la confiance à Mauroy au sujet, entre autres, des restructurations dans la navale...). D'ailleurs, vaille que vaille, la CGT de Saint-Nazaire, aux Chantiers, a tout de même de quoi être fière puisque la commande du super-paquebot de luxe est *"le résultat de l'action acharnée, constructive et persévérante de la CGT"*. Il n'y a même pas eu besoin de travailleurs, seule, la CGT a suffi. Mais alors, que fait donc la CGT de Dubigeon, de Dunkerque, et d'ailleurs ?...

Néanmoins, contrairement à la CFDT et à FO, la CGT nous parle de lutter. Mais elle commence bien par nous préciser *"qu'elle est pour une entreprise qui marche bien, compétitive, performante, efficace"*. Bref, une lutte à la hauteur de l'enjeu national sans doute, puisque l'action qu'elle a envisagée au cours d'une réunion à Marseille *"se terminera le mercredi 3 septembre à Penhoët"*.

Comme a dit un gars des bords, qui pourtant a envie de réagir aux coups des patrons, *"on n'est pas sorti que déjà on sait que c'est fini !"*

Les patrons aussi.

ALSTHOM Saint-Ouen (93)

Fermeture d'un secteur: plus de cent licenciements à la clé

A l'usine Alsthom de Saint-Ouen, la direction va fermer l'atelier de fabrication des condensateurs ; 123 personnes sont touchées par les suppressions d'emplois. C'est un peu avant l'été, fin juin, que la direction avait annoncé la fermeture de ce secteur. La fabrication des condensateurs est revendue à Rectiphase, une filiale du groupe Merlin-Gerin ; mais l'Alsthom gardera en fait 49 % des actions de cette société.

Depuis des mois déjà, nous sentions le vent venir, et l'annonce de la fermeture de l'atelier en juin dernier n'avait donc surpris personne. Mais le problème était bien sûr le sort des 123 travailleurs de ce secteur.

La direction de l'Alsthom leur a posé l'ultimatum suivant : ou bien accepter d'aller à Pringy (à 20 km d'Annecy) où se trouve l'usine de Rectiphase qui doit reprendre la production faite à Saint-ouen, ou bien se retrouver au chômage, licencié économique, dans le cadre d'un plan social dont on ne connaît toujours pas le contenu.

Les travailleurs concernés avaient un mois, en juillet, pour accepter ou non leur mutation à Pringy ; la direction leur donnait deux jours suivis du week-end pour aller visiter l'usine de Pringy et aller chercher un appartement. Dans ces conditions, très peu de personnes furent partantes.

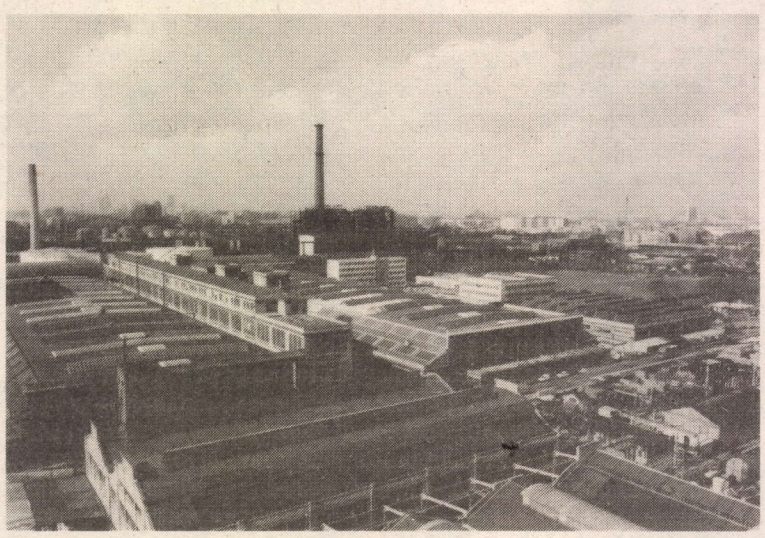
La direction de l'Alsthom avait ensuite profité du mois d'août, où peu de monde est à l'usine, pour déménager (malgré quelques tours de garde organisés par la CGT) une partie des machines de l'atelier, revendues à Rectiphase.

C'est dans quelques jours, mi-septembre, que l'Alsthom va demander à l'inspection du travail le licenciement économique de tous ceux qui n'auront pas accepté leur mutation. Suivra seulement alors l'annonce du plan social.

Et les plans de la direction ne s'arrêtent pas là : d'abord, soi-disant à cause de la fermeture de l'atelier des condensateurs, ce sont 23 autres travailleurs de l'usine qui risquent de voir leur emploi supprimé. D'autre part, l'atelier de mécanique est lui aussi sur les listes des prochaines restructurations envisagées par l'Alsthom.

Une raison de plus pour que ce soient tous les travailleurs de l'usine qui se sentent concernés et luttent ensemble pour empêcher le licenciement de ceux des condensateurs.

Correspondant LO



Échos des entreprises...

On ne mange pas de ce pain-là

Pour une certaine catégorie du personnel, en particulier certains techniciens, le système du travail du samedi complètement gratuit est devenu une habitude. Certains peuvent faire des semaines allant jusqu'à 50 heures pour le salaire de 38 h 30.

Ainsi pour un salaire qui finalement n'est pas tellement plus élevé que celui d'un ouvrier qualifié, la direction considère comme normal que ces employés donnent une bonne partie de leur temps pour "la gloire".

Mais quelle gloire ? Ce n'est pas la blouse qui empêchera la direction de GM d'estimer un jour qu'il y a trop de techniciens étant donné la diminution du nombre d'ouvriers productifs par exemple.

Nous sommes bien placés pour savoir, nous les travailleurs, que ça coûte finalement très cher de ne pas se faire respecter des patrons. Alors le travail gratuit, non merci !

Touche pas à mon week-end!

Le patron voudrait bien généraliser le coup tordu des heures supplémentaires non majorées compensées par des récupérations en semaine. Bien sûr, GM n'a pas le droit de chercher à imposer ce système. Mais le vrai problème, c'est surtout de se sentir suffisamment solidaires, dans les équipes, pour refuser collectivement ce genre de magouilles.

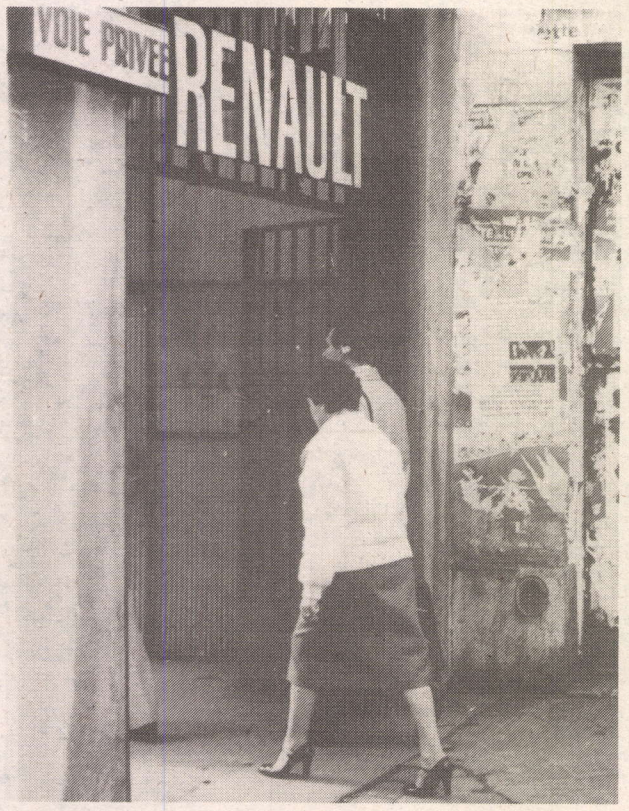
Car c'est en grignotant, secteur après secteur, que le patron cherche à nous avoir à sa disposition 7 jours sur 7, le moins cher possible.

Alors souvenons-nous que dans cette société, le seul droit qui compte, c'est celui du plus fort.

Extraits du bulletin
Lutte Ouvrière
General Motors
(Strasbourg)

RNUR - BILLANCOURT

La lutte nécessaire contre les licenciements reste à mener



C'est lundi 1er septembre que la rentrée de l'immense majorité des travailleurs de Billancourt s'est faite. En fait, le mois de congés n'a pas vu les boîtes aux lettres des 685 "licenciables" garnies de lettres recommandées. Une douzaine de militants de la CGT, principalement des délégués, se sont vus être en "mise à pied conservatoire en vue de licenciement pour faute lourde". La direction leur reproche d'avoir participé le 1er août à une opération "commando" où 3 cadres et un peu de mobilier ont quelque peu été molestés. Il faut dire que cette initiative de la CGT a servi à la direction pour faire diffuser largement une information, dramatisant des événements, où elle fait état de *"destructions, vol, violation de domicile* (!), *séquestration arbitraire, injures publiques, coups et blessures volontaires, etc."* vis-à-vis de la Régie Renault et des 3 cadres.

Cette action de la CGT a d'ailleurs été diversement appréciée par les travailleurs de l'usine, d'autant plus qu'elle s'est déroulée en dehors d'eux. Il est certain, en tout cas, que cela n'a en rien remonté le moral des travailleurs qui, soit pensent éviter les licenciements en se faisant oublier, soit pensent que tant qu'il n'y a pas de lettres recommandées, il demeure un espoir. En fait, c'est à partir du 18 septembre que la direction de la Régie Renault aurait les réponses de la Direction départementale du travail et pourrait donc licencier légalement.

Au niveau des syndicats, la CGT a, dans plusieurs départements, organisé de petits débrayages limités, comme aux départements 70 et 38, pour protester contre les menaces de licenciement des militants que la direction implique dans l'opération du 1er août.

Mercredi 3 septembre, un débrayage central d'une heure, prévu dans un premier temps comme une assemblée d'information, a rassemblé moins d'un millier de travailleurs. Les OS des secteurs Mécanique, dont un département — le 14 — a définitivement fermé (les autres sont en voie de l'être), formaient la majorité de ceux qui ont débrayé. Par contre, les chaînes de l'île Seguin ont tourné. Fournier, secrétaire du syndicat CGT a, dans une intervention monotone, dénoncé pêle-mêle *"l'aventure américaine qui coûte cher à la Régie, la spéculation immobilière future sur les terrains occupés actuellement par l'usine à Billancourt"* et aussi *"l'insuffisance de la production des "Express" dans l'île Seguin"*. Bien sûr, il a été question d'agir contre les licenciements, mais sans grande conviction.

Alors, dans la situation actuelle, il est clair que les travailleurs ne peuvent compter sur les syndicats, y compris la CGT, même si pour l'instant les travailleurs ne veulent pas s'engager dans une grève générale à la Régie Renault.

CRÉDIT LYONNAIS PARIS

La direction veut réduire les effectifs

La direction du Crédit Lyonnais a annoncé le 2 septembre une série de mesures pour réduire les effectifs et faire baisser la masse salariale : possibilité de départs à la retraite anticipée à 57 ans au lieu de 60 pour les employés ayant 15 ans d'ancienneté minimum, possibilité de prendre 15 jours de congés sans solde hors de la période estivale, augmentation de la durée maximale du congé sabbatique de 11 mois à 2 ans, renouvelable une fois.

Pour certains services, dont les noms ne sont pas encore connus, le départ à la retraite pourrait avoir lieu dès 55 ans, et il est question d'une "aide financière", comprise entre 75 000 et 150 000 F selon l'âge pour les démissionnaires de moins de 55 ans ayant plus de 10 ans de service.

A l'annonce de ces dispositions, les réactions étaient mitigées. Partir en retraite plus tôt, c'est toujours bon à prendre, disent certains ; pour d'autres, des congés en plus ce serait bien aussi, mais c'est du salaire en moins, et on ne pourra pas les prendre quand on voudra. D'autres encore qui se voyaient partir avec 30 millions (anciens) sont déçus par les chiffres.

La direction veut aussi inciter à venir travailler à temps partiel, mais les gens disent que c'est payer nous-même la diminution du temps de travail.

Pour l'instant, les départs se feraient sur la base du volontariat. Mais un peu partout des employés se demandent si ce n'est pas la première d'une série de mesures plus draconiennes pour réduire les effectifs. Et ceux qui sont intéressés attendent des précisions "pour faire leurs comptes" avant de prendre une décision.

Dans les secteurs déjà surchargés de travail, des réflexions fusent sur le fait qu'on va encore avoir du travail en plus car les départs ne seraient pas remplacés. Partout ça discute. Dans l'ensemble le personnel est méfiant, inquiet pour l'avenir et reste sur ses gardes.

ECHOS DES ENTREPRISES

Fourtou - Le Floch : blanc bonnet, bonnet blanc

Depuis la fin juillet, nous voilà affublés d'un nouveau PDG : Fourtou, copain de Giscard et trésorier de l'UDF à ses heures perdues, qui remplace désormais Le Floch, PDG soi-disant de gauche qui n'avait pas caché son point de vue en faveur de la privatisation.

De toute manière, pour nous, rien de bon à attendre d'eux. Nationalisé, cela n'a pas empêché Le Floch de supprimer 2500 emplois sans compter les 5500 autres de 1981 à 1982.

Ce qu'il faut, c'est être prêts à nous défendre contre les mauvais coups, qui pourraient nous être faits à l'occasion de la dénationalisation. Ce qui compte pour nous, c'est nos salaires, nos conditions de travail, nos emplois. Et la seule façon de nous défendre, c'est de nous défendre tous ensemble.

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière
Rhône-Poulenc de Saint-Aubin-lès-Elbeuf

Un plan de suppression d'emplois se prépare

A la CAF de Paris se déroulent depuis plusieurs mois des négociations sur un "contrat social" ; le projet de la direction de la CAF comprend :

— des pré-retraites FNE à 55 ans
— des départs volontaires à 52 ans avec deux ans de salaires
— des mesures pour pousser à d'autres départs volontaires (aide à la création d'entreprises, etc. !).

Bref ce sont des mesures destinées à supprimer du personnel comme dans beaucoup d'entreprises.

Tout cela ressemble fort à un ballon d'essai pour les autres organismes dans une période où le ministère prévoit 25 000 suppressions d'emplois d'ici 1990.

Alors un ballon d'essai, c'est comme n'importe quel ballon, ça peut crever.

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière
CPAM Paris

BERNARD - MOTEURS RUEIL

À virer après usage

Une très belle étude de 14 pages pour retracer l'histoire de l'entreprise, depuis sa création en 1920, son statut de filiale Renault en 1972, sa gloire passée (plus de 200 000 moteurs fabriqués en 1974) et ... ses pertes présentes.

Voilà ce que la direction de Bernard-Moteurs a présenté au Comité d'entreprise extraordinaire convoqué à la veille des vacances et du chômage technique — qui ont pratiquement arrêté l'usine du 15 juin au 15 septembre — pour tenter de justifier la fermeture des fonderies de Saint-Ouen (70 licenciements) en juillet et 98 suppressions de postes à Rueil.

C'est d'ailleurs pendant le chômage partiel que la direction a convoqué 33 travailleurs à un entretien individuel pour leur signifier qu'ils allaient être mis en congé de conversion pendant quatre mois (six mois pour les plus de 50 ans), payés à 65 % du salaire, en attendant leur licenciement.

Dans le nombre il y avait une partie de la petite maîtrise qui se croyait encore à l'abri d'un tel mauvais coup dans l'immédiat. Parce que, maintenant, c'est leur tour. A eux et aux cadres. La direction le dit expressément dans son étude : les autres licenciés appartiennent *"presque essentiellement à la main-d'œuvre indirecte et de structure"*. C'est joliment dit, mais c'est net.

Depuis plus de deux ans, l'encadrement a fidèlement appliqué le plan "social" de la direction, mis au chômage les uns après les autres, approuvé et justifié toutes les mesures pour, disait-il, assurer la survie de l'entreprise.

Mais les investisseurs ne font pas de sentiment. Les petits moteurs ne se vendent plus, ils organisent la liquidation. Et quand il aura fait son sale boulot jusqu'au bout, il sera tout simplement remercié !

À propos du livre de Jacques Kergoat : "LA FRANCE DU FRONT POPULAIRE"

Le livre de Jacque Kergoat, ex-dirigeant du PSU actuellement militant à la LCR, *La France du Front populaire,* recouvre toute la période allant du début de la crise des années 30 jusqu'à la chute du deuxième gouvernement Blum et à la répression des grèves de 1938. Plus qu'à une description vivante des luttes ouvrières de cette période (ce que laisse à tort entendre la jaquette du livre), c'est surtout aux débats au sein des états-majors des partis de gauche et des syndicats ainsi qu'aux diverses tendances minoritaires d'extrême-gauche que Kergoat s'attache, ainsi qu'à la confrontation de diverses analyses faites depuis sur le Front populaire.

L'analyse que fait Kergoat lui-même de tous ces évènements, son opinion par rapport aux divers points de vue qu'il expose ? Ce n'est nulle part dit clairement. On y trouve des commentaires sur les principales conquêtes ouvrières ou réformes économiques. Mais de bilan politique, point.

Il est vrai que ce n'est pas seulement par ce qu'il dit, mais aussi parfois par ses silences, que le livre de Kergoat donne de cette période du Front populaire une vision qui nous paraît amoindrir la responsabilité des appareils politiques et syndicaux du mouvement ouvrier, qui servirent à endiguer la montée ouvrière de juin 1936, puis à conduire la classe ouvrière à la défaite. Ils portent la responsabilité d'avoir paralysé toute possibilité de développement révolutionnaire en France, alors que leurs homologues de l'autre côté des Pyrénées étranglaient la révolution espagnole avant que Franco n'écrase la République elle-même. Des défaites qui laissèrent aux bourgeoisies européennes la possibilité de reprendre leur marche à la guerre.

Un exemple de cette façon elliptique de présenter les choses est la façon dont Kergoat raconte le cheminement qui conduisit à la réunification syndicale. Regrettant que dès le début des années 30, avec le développement de la crise, il y ait eu si peu d'actions syndicales unitaires, Kergoat écrit : *"La question de l'unité, et même de la réunification, se pose cependant. Le 9 novembre 1930, 21 militants syndicalistes (6 CGT, 7 autonomes et 8 CGTU) rendent publique une déclaration* "Pour reconstruire l'unité syndicale"*. Ils sont fort mal accueillis et l'opération tourne court. Derrière Chambelland, une partie des "unitaires" signataires du manifeste rejoint la CGT au début de l'année 1932. Et la division syndicale fonctionne de nouveau à plein régime"*. Qui étaient ces 21 syndicalistes ? Quelle était la portée politique de leur geste ? On ne nous en dit rien de plus, contribuant à cultiver cette idée, fréquente dans les milieux de gauche et d'extrême-gauche française, que l'unité syndicale, en soi, a toujours quelque chose de positif. Or dans ce cas précis, que cet appel *"Pour reconstruire l'unité syndicale"* ait représenté quoi que ce soit de positif pour le mouvement ouvrier français, ce n'était en tout cas pas l'avis de Trotsky, bien au contraire. L'appel avait été lancé à l'initiative de Monatte, un ancien syndicaliste-révolutionnaire qui, pendant la guerre de 14-18, avait maintenu le drapeau de l'internationalisme et s'était, au lendemain de la guerre, rapproché momentanément de la révolution russe et du communisme, et de Dumoulin, un dirigeant de la CGT (à l'époque confédération dominée par les socialistes). Et pour Trotsky, Monatte, en signant cet appel à la réunification, contribuait à redorer le blason de la CGT et s'était de fait *"rallié à Dumoulin contre le communisme, contre la révolution d'octobre, contre la révolution prolétarienne en général"*. Et il ajoutait : *« Pendant les années de relative prospérité, les ouvriers français ont souffert de la politique de la bureaucratie confédérale. Pendant les années de crise, il peuvent lui rappeler ses trahisons et ses crimes. Jouhaud* (le principal dirigeant de la CGT) *ne peut pas ne pas être inquiet. Il a nécessairement besoin d'une aile gauche."*

L'unité du mouvement ouvrier, l'unité syndicale, les révolutionnaires sont pour, évidemment, s'il s'agit de doter la classe ouvrière d'une organisation syndicale démocratique où toutes les tendances puissent s'exprimer, où tous les travailleurs peuvent se retrouver ensemble pour décider eux-même de l'organisation de leurs luttes. Mais ils ne sont pas dans l'abstrait pour l'unité syndicale, en tout temps, en tout lieu, sans regarder ce qui se cache derrière les processus de fusion. Et lorsque la fusion syndicale se réalisa finalement en France quelques années plus tard, en mars 1936, après près de deux ans de négociations, ce ne fut pas là encore pour mieux défendre les intérêts de la classe ouvrière. Les raisons qui poussèrent les deux bureaucraties syndicales à s'unir et à unifier leurs deux appareils étaient multiples. Il ne s'agissait pas pour elles de satisfaire les désirs d'unité exprimés à la base, et encore moins de donner à la classe ouvrière dont les luttes recommençaient à se développer un outil plus efficace. Leur souci était au contraire de se donner, eux, grâce à l'unité syndicale, un moyen plus efficace de contrôler la montée ouvrière et de l'endiguer. *"Jouhaud et Monmousseau* (le dirigeant de la CGTU) *ont déjà réalisé l'unité syndicale, en garantissant les intérêts de leurs appareils respectifs, mais en interdisant les fractions, c'est-à-dire qu'ils ont pris des mesures préventives pour étrangler le socialisme révolutionnaire"* écrivait Trotsky. *"Quand les centristes, sur les talons de la droite, commençent à trop proclamer l'unité, le marxiste a le devoir d'être sur ses gardes. L'unité de qui ? Au nom de quoi ? Contre quoi ?"*

Des questions que l'auteur de *"La France du Front populaire"* ne pose pas. D'ailleurs pour lui, il est vrai comme pour la plupart des auteurs "de gauche" en France, ce sont les mérites additionnés de l'unité syndicale et de la victoire du Front populaire, cette alliance électorale des Partis Communiste et Socialiste avec la bourgeoisie au travers du Parti Radical, qui entraînèrent la vague de grèves ouvrières. *"Une classe ouvrière qui avait accumulé les comptes à régler, à laquelle la réunification syndicale avait déjà redonné confiance, et qui voit dans le résultat des élections le fait que le gouvernement est "avec nous" contre les patrons, et non, comme d'habitude, "contre nous" avec les patrons"*, écrit-il. *"Ce n'est qu'un quart de la vérité, et même moins"*, écrivait pourtant Trotsky en juin 1936 à propos de cette argumentation. *"S'il ne s'était agi que de pieux espoirs, les ouvriers n'auraient pas couru le risque de la lutte. Ce qui s'exprime avant tout dans la grève, c'est la méfiance, ou tout au moins le manque de confiance des ouvriers, sinon dans le bon vouloir du gouvernement, du moins dans sa capacité à briser les obstacles et à venir à bout des tâches qui l'attendent"*.

Kergoat montre bien pourtant ensuite, tout au long de sa description des grèves de juin 1936, comment les bureaucrates de cette CGT réunifiée, les gouvernants socialistes et les leaders du Parti Communiste qui leur servaient de relais auprès de la classe ouvrière ont trompé les travailleurs, trahi leur grève et réussi enfin à stopper, non sans mal, le mouvement, sauvant ainsi la mise de la bourgeoisie. Et cela ne l'empêche pourtant pas de récidiver et donner toujours des vertus à l'unité de ces organisations ouvrières. Pourtant là n'était certainement pas le problème. Car elles se retrouvèrent encore unies en France en 1938, lorsque les ouvriers, déçus de la politique du Front populaire, poussés à bout par les hausses de prix, les augmentations d'horaires bien au-delà des 40 heures, se remirent en grève. Là, les dirigeants socialistes et communistes de la CGT étaient bien unis, bien d'accord pour laisser volontairement les grèves se dérouler en ordre dispersé, se contentant de prêcher le calme, pour *"ne fournir aucun prétexte à ceux qui cherchent une politique de répression"*, ou d'organiser une grève de 24 heures sans lendemain. Les grèves de 1938 furent vaincues.

"C'est à une défaite politique de la classe ouvrière que nous assistons", conclut Kergoat. C'est incontestable. Mais il poursuit : *"Mais cette défaite politique a été précédée d'une série de reculs. (...) Au lendemain de juin 1936, la classe ouvrière disposait en effet d'un certain nombre d'outils qui pouvaient lui permettre de peser sur l'organisation du travail : pouvoir politique, organisations syndicales puissantes, dispositif législatif (...), nouvelle répartition travail/loisir"*. Une façon de laisser encore planer l'illusion, courante dans la gauche française, qu'un gouvernement de Front populaire c'est déjà un peu le *"pouvoir politique"* de la classe ouvrière ; alors que les faits mêmes rapportés par Kergoat dans son livre montrent à quel point le gouvernement Blum a jusqu'au bout été au service de la bourgeoisie.

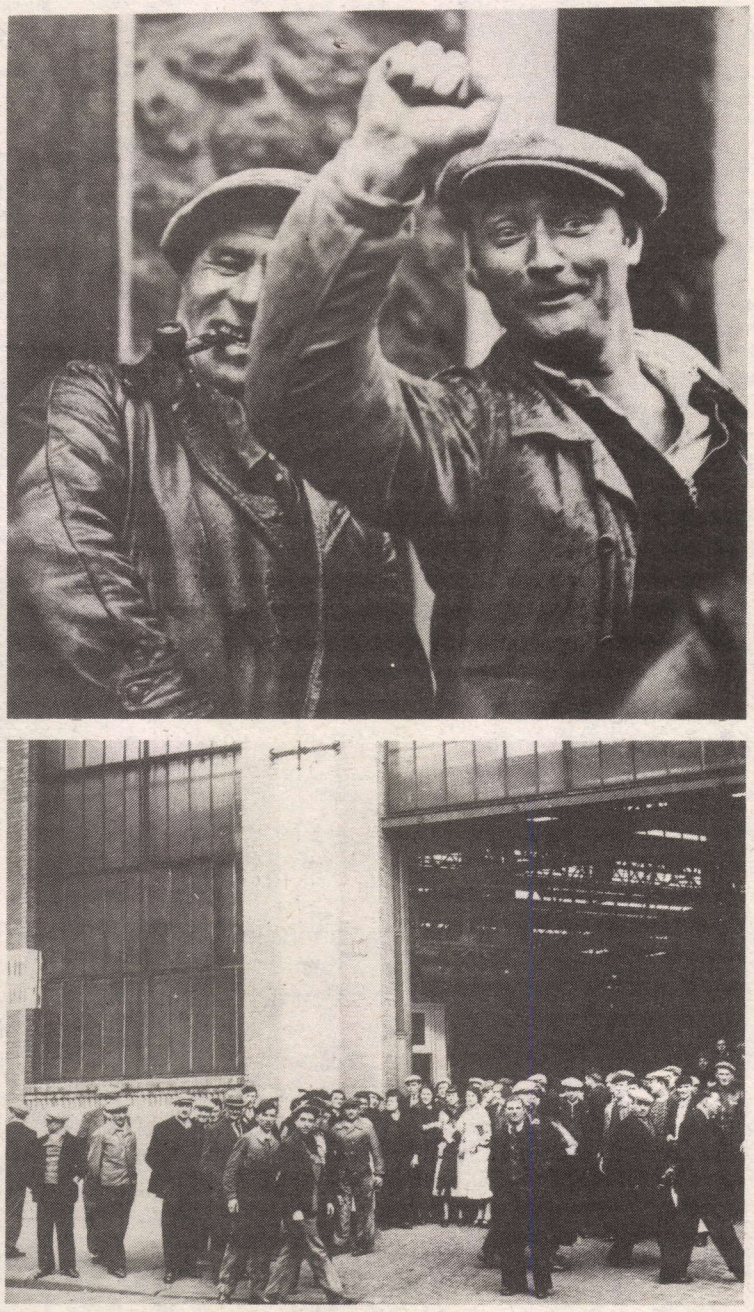
Et c'est cette façon floue, souvent incohérente, de présenter les choses, en colportant, malgré ce qu'il décrit lui-même de la politique réelle des appareils syndicaux et du gouvernement Blum, les illusions habituelles dans la gauche et l'extrême-gauche françaises sur le Front populaire, qui va de pair avec les critiques concernant la politique que conseillait Trotsky à ses militants français de l'époque.

Il reproche notamment à Trotsky d'avoir fait sortir ses partisans de la SFIO *"trop tôt"*, juste au moment où se constituait au sein de la SFIO la *"Gauche Révolutionnaire"*, une tendance social-démocrate de gauche, sous la direction de Marceau Pivert. Et son jugement n'exprime pas seulement une divergence concernant l'opportunité du moment, mais une appréciation de fond. Kergoat se lamente sur la grande division de l'extrême-gauche française, réduisant les divergences à de simples querelles sectaires : *"Unis, les divers courants de l'extrême-gauche auraient pu jouer un rôle plus important. Mais (...) Trotsky traite Pivert de "phraseur creux", Ferrat* (dirigeant stalinien en rupture de ban, qui édite la revue *Que Faire ?) tient à garder ses distances d'avec les trotskystes, les pivertistes ironisent sur la multiplication des IV*èmes *Internationales, et* Que Faire ? *critique la Gauche Révolutionnaire"*.

Et cela n'est pas anodin. En réalité, Kergoat reproche à Trotsky d'avoir mené vis-à-vis des dirigeants de cette aile gauche de la social-démocratie une lutte politique. Or, que proposait Marceau Pivert, malgré sa phrase gauchiste ? Que proposait-il, lui qui ne cessa pas dans les faits de soutenir le gouvernement Blum, dans lequel il occupait d'ailleurs un strapontin, en tant que chargé de mission auprès du chef du gouvernement pour les questions de presse, radio et cinéma ? En quoi une politique unitaire des révolutionnaires vis-à-vis de l'"extrême-gauche d'alors" pouvait-elle servir les intérêts de la classe ouvrière, si elle n'allait pas de pair avec la lutte acharnée contre toutes les illusions réformistes véhiculées non seulement par les organisations social-démocrates ou staliniennes mais aussi par des réformistes honteux, du type Marceau Pivert ? Et en réalité, là on a bien l'impression que Kergoat ne veut pas (peut-être ne le peut-il pas ?) comprendre la politique profondément unitaire, mais ferme sur le plan politique, que préconisait Trotsky.

Il y aurait d'autres aspects à discuter dans le livre de Kergoat. Mais la façon dont il a abordé le problème de l'unité dans le mouvement ouvrier nous paraît importante, pas seulement pour comprendre le passé, mais aussi pour agir aujourd'hui.

Olivier BELIN



Grève chez Citroën en juin 36

films

"Le jardin d'enfants"

d'Evgueni Evtouchenko

Ce film est le premier réalisé par le poète et écrivain soviétique Evghéni Evtouchenko, pour qui la période frondeuse semble bien révolue.

Il y rapporte ses impressions d'enfant, quand il avait huit ans, à Moscou en 1941. Et la guerre fut pour lui, comme pour des millions de gamins, son jardin d'enfants. C'est l'exode, sa mère l'envoie rejoindre sa grand-mère en Sibérie, et c'est pendant ce long voyage en train qu'il va découvrir la vie : il fréquente tous les milieux, depuis celui des pickpockets à celui des usines d'armement où travaillent femmes, enfants et infirmes.

C'est un film parfois lent, rempli de symboles et parfois de clins d'œil où l'auteur tente de faire passer un message pacifiste et humaniste. S'il est déconseillé aux amateurs de films d'action trépidants, on peut apprécier ce film pour sa poésie.

J.D.

"Jean de Florette"

de Claude Berri

C'est la première partie d'un film inspiré d'un des rares romans de Marcel Pagnol, *Jean de Florette,* qui, avec *Manon des Sources,* forme *L'eau des collines,* l'histoire des Bastides Blanches, *"une paroisse de cent cinquante habitants, perchée sur la proue de l'un des derniers contreforts du massif de l'Etoile, à deux lieues d'Aubagne",* en Provence.

L'intrigue est sordide : pour s'approprier une terre, un vieux paysan (Yves Montand) et son neveu (Daniel Auteuil) poussent à la ruine... et à la mort une sorte d'écologiste avant la lettre (Gérard Depardieu) venu de la ville et qui souhaite mettre en valeur, avec des méthodes nouvelles, la terre dont il vient d'hériter. Le problème, c'est l'eau. Une source existe bien, mais les voisins l'ont bouchée pour rendre la terre incultivable, et Jean de Florette échoue. Le village fait bloc contre les "étrangers" et se tait, *"parce qu'on ne se mêle pas des affaires des autres".*

Comme dans le roman, c'est une description sans complaisance et même cruelle du milieu paysan, bien différente d'ailleurs des autres œuvres de Pagnol qui se situent en milieu rural, mais où la vie à la campagne est volontiers embellie et poétisée.

Cependant, la mise en scène de Claude Berri fait mal ressortir la force de cette histoire, et l'émotion naît difficilement. Les scènes sont souvent juxtaposées, sans transitions ; certaines semblent figées. Alors, malgré le jeu des trois acteurs principaux (et en particulier celui de Daniel Auteuil, partagé entre la cupidité et le remords), malgré l'aide pas toujours bien à-propos de Giuseppe Verdi dont est inspirée la musique du film, le tout est plutôt décevant.

Claude CHARVET

lires

"Jenny la Rouge"

de H.F. Peters

Ceux qui penseraient mieux connaître la vie et le combat des Marx en lisant ce livre, qui prétend retracer la vie de l'épouse de Karl Marx, feraient un bien mauvais calcul.

En effet l'auteur, en décrivant les difficultés financières réelles de la famille Marx, son exil de pays en pays, sa vie misérable, veut surtout démontrer à quel point "l'idéologue communiste", Marx, présenté comme un être tyrannique, égoïste, fanatique et incapable de subvenir aux besoins de sa famille, a gâché la vie de sa femme Jenny, femme du monde, jeune et belle, qui selon l'auteur, sans Marx, aurait eu tout pour être heureuse.

Bref, un livre inintéressant.

Claire LACOMBE

Pour ceux qui voudraient lire une biographie plus honnête et plus captivante de Marx et de sa famille, voici les titres de quelques ouvrages parus il y a plus ou moins longtemps : *La vie de Karl Marx, l'homme et le lutteur* de Boris Nicolaïevski, chez Gallimard ; *Karl Marx, histoire de sa vie* de Franz Mehring, aux Editions Sociales ; ou bien encore, plus anecdotique mais intéressant aussi, *Eleanor, chronique familiale des Marx* (du nom d'une des filles de Marx) aux Editions Sociales.

sélection télé

Samedi 6 septembre

21 h 50. TF1 — Droit de réponse : On nous dore la pilule. Après la rediffusion d'extraits de l'émission du 4 février 1984 consacrée aux médicaments, un débat réunira des médecins, des pharmaciens et des journalistes.

Dimanche 7 septembre

20 h 30. TF1 — Oscar : film avec Louis de Funès qui joue, dans un vaudeville, le rôle gesticulant d'un homme d'affaires assiégé par un maître chanteur.

20 h 30. FR3 — Témoins : émission consacrée au mime Marceau, son art, son école, ses rencontres avec d'autres artistes, comme le violoniste Yehudi Menuhin.

Lundi 8 septembre

20 h 35. TF1 — Bonnie and Clyde, film d'Arthur Penn. L'aventure, dans l'Amérique des années 30, d'un couple de jeunes gangsters. Avec Warren Beatty et Faye Dunaway.

22 h 05. A2 — Ieoh Ming Pei, émission consacrée à l'architecte américain d'origine chinoise, auteur du projet de la fameuse pyramide de verre de la cour du Louvre qui a suscité tant de polémiques.

22 h 20. A2 — Le vagabond des étoiles : entretien avec Arthur C. Clarke, auteur de **2001, odyssée de l'espace,** mais également inventeur des satellites de communication... et qui rêve d'un ascenseur vers les étoiles.

Mardi 9 septembre

20 h 35. A2 — Il était une fois un flic, série noire comique de Georges Lautner avec Mireille Darc et Michel Constantin. Pour démasquer des trafiquants de drogue, un flic célibataire endurci et misogyne doit jouer le rôle d'un bon époux et bon père de famille.

20 h 35. FR3 — Le bon, la brute et le truand. Trois hommes à la recherche de 200.000 dollars. Le fameux western-spaghetti de Sergio Leone.

20 h 30. LA 5 — Racines : 2e diffusion à la télé de la série de 13 épisodes du feuilleton américain inspiré par le roman d'Alex Haley, écrivain noir américain parti à la recherche de ses ancêtres africains.

21 h 25. TF1 — Haut de gammes : émission musicale d'Eric Lipmann. Au programme : l'Orchestre français des jeunes interprète le **Sacre du Printemps** d'Igor Stravinsky et le **Premier concerto** de Liszt. Un reportage sur le concours de jeunes chefs d'orchestre... et l'actualité du disque.

Mercredi 10 septembre

20 h 35. FR3 — Mister Swing, Michel Jonasz. Des extraits de concert et, à l'envers du décor, le travail des techniciens, la vie de l'équipe du chanteur pendant les tournées.

20 h 35. A2 — L'heure de vérité : Edouard Balladur, ministre de l'Economie et des Finances. S'afficher à cinq jours du paiement des impôts... c'est plutôt un mauvais calcul !

Jeudi 11 septembre

20 h 35. FR3 — La dame aux camélias, film de Mauro Bolognini, avec Isabelle Huppert et Gian Maria Volonte.

21 h 50. TF1 — L'enjeu : Philippe Séguin, ministre des Affaires sociales et de l'Emploi, face à Edmond Maire, le tout enveloppé par François de Closets. La confrontation ne risque pas d'être passionnée... ni passionnante.

22 h 00. A2 — Résistances de Bernard Langlois. Trois reportages : le Nicaragua, le Chili et les femmes et l'Islam.

Vendredi 12 septembre

21 h 30. A2 — Apostrophes : de Bernard Pivot. Parmi les livres du mois, celui de Daniel Cohn Bendit **Nous l'avons tant aimée, la révolution** sur le destin des anciens de Mai 68 convertis au réformisme et au management... comme Cohn Bendit lui-même d'ailleurs.

21 h 30. FR3 — Taxi, magazine d'information de Philippe Alfonsi et Maurice Dugowson. Les petites filles de Bogota, abandonnées, prostituées, droguées, sous-alimentées...

23 h 00. A2 — Ciné-Club : La fille du désert, un western de Raoul Walsh.

INTERNATIONAL

SOMMET DES NON-ALIGNÉS

L'ONU des pauvres

Le sixième sommet des pays dits "non alignés", qui a lieu à peu près régulièrement tous les trois ans, a été marqué jusqu'à présent par plusieurs faits spectaculaires : la visite surprise de Kadhafi, la présence du chef de l'Etat iranien, etc. Il fallait bien cela pour célébrer le vingt-cinquième anniversaire de ce club des pays pauvres, tout aussi bavard et impuissant que l'ONU, le club de tous les pays du monde.

Le sommet actuel, réunis à Harare, capitale du Zimbabwe, Etat limitrophe de l'Afrique du Sud, représente cent un pays, quatre fois plus que lors du premier sommet, à Belgrade, en 1961. Cela fait une majorité à l'ONU. Cela représente deux milliards d'hommes sur la planète. Mais cela fait une totale impuissance à libérer les peuples, à soulager la misère ou à jeter les bases d'un monde sans guerre, objectifs déclarés des non-alignés. Ainsi, pour libérer les Noirs d'Afrique du Sud de l'Apartheid, le sommet des non-alignés n'envisage d'autres moyens que de faire pression sur les pays industrialisés pour qu'ils prennent des sanctions économiques envers l'Afrique du Sud. Le Zimbabwe, quant à lui, a son commerce qui transite pour 85 % par l'Afrique du Sud ; et son industrie et ses mines sont contrôlées aux deux tiers et aux neuf dixièmes par l'Afrique du Sud. Cela n'a pas empêché le chef de l'Etat, Robert Mugabe, de faire un discours "musclé" pour annoncer qu'il prendrait lui aussi des sanctions... si elles étaient décidées par les pays riches. En attendant, dans l'Etat voisin de Botswana, on prépare fièvreusement des sociétés botswaniennes — contrôlées par l'Afrique du Sud — pour servir d'éventuels intermédiaires entre le Zimbabwe et l'Afrique du Sud, en même temps que les sanctions, la façon de les tourner. Mais il n'est pas question, pour les chefs d'Etat réunis à Harare, de s'appuyer sur les masses populaires. Ils en ont bien trop peur.

La quasi-totalité des dirigeants du sommet des non-alignés sont des dictateurs, certains qualifiés de "progressistes" comme Castro ou Menguistu, d'autres de "réactionnaires" comme Omar Bongo du Gabon, pour ne pas parler du roi du Bouthan. Mais tous musèlent leurs propres peuples. Tous bafouent les principes qu'ils prétendent défendre.

Le "respect des droits humains fondamentaux" était une des revendications mises en avant par le congrès de Bandoeng d'avril 1955, congrès qui prépara le mouvement des non-alignés. Depuis lors, on parle beaucoup moins des droits de l'homme chez les non-alignés, et pour cause : ces droits ne sont respectés nulle part. Et surtout pas au Zimbabwe, où Robert Mugabe, peu avant le sommet, a dénoncé Amnesty International parce que cette organisation avait à plusieurs reprises attiré l'attention sur les massacres perpétrés par les forces de l'ordre du Zimbabwe dans des provinces où l'opposition est majoritaire.

Les non-alignés se veulent indépendants de Washington et de Moscou. Ils prétendent constituer une force distincte du camp impérialiste et du "camp socialiste". En fait, aujourd'hui comme il y a vingt-cinq ans, les chefs d'Etat non alignés n'espèrent rien d'autre qu'obtenir quelques avantages minimes que voudra bien leur octroyer l'impérialisme ou quelques aides éventuelles de l'Union soviétique, et si possible les deux.

Mais en temps de crise les dollars se font rares, et les roubles n'ont jamais été nombreux...

Il reste donc que ces sommets ne sont qu'une machine à duper les peuples, spécifiquement destinée aux peuples pauvres, alors que les riches ont l'ONU.

Et, faute de pouvoir leur donner la liberté et de quoi vivre, on les abreuve de discours.

André VICTOR

CAMEROUN : APRÈS LA CATASTROPHE

Société anarchique, aide anarchique

La catastrophe du lac Nyos, au Cameroun, aurait fait plus de 1 700 victimes, qui ont péri asphyxiées par les gaz toxiques qui ont surgi le 21 août, aux alentours du lac volcanique. Selon les spécialistes, tout risque n'est pas écarté. Aussi des dizaines de milliers de personnes ont-elles été déplacées de la zone sinistrée.

Aussitôt la catastrophe connue, les secours ont afflué au Cameroun, provenant de divers pays riches et d'organismes internationaux.

Bel exemple de la solidarité internationale, a-t-on dit...

Seulement, voilà : une grande partie de cette aide s'entasse inutilement à Yaoundé ou dans la capitale de la région sinistrée, Bamenda. Tout simplement parce qu'elle est inadaptée, voire inutilisable. Selon un médecin de Secours Populaire Français *"il est inutile d'envoyer de la poudre de lait pour les enfants qui n'en boivent pas, d'autant que l'eau de la région n'est pas toujours potable. Quant au blé, il n'est pas consommé : le riz et surtout le mil correspondraient mieux aux habitudes alimentaires locales."*

Haroun Tazieff s'exprimait ainsi, après un voyage de cinq jours sur place : *"Je dois constater qu'une fois de plus l'organisation des secours a été lamentable. Cela est dû à la concurrence que se livrent les organismes internationaux. Au lendemain du drame, le médecin-chef avec qui j'ai travaillé a dit qu'il n'avait pas besoin de personnel hospitalier ni de médicaments, mais de tentes et de couvertures. Ça, c'était le 23 août. Le 27, l'UNDRO à Genève* (un des bureaux de l'ONU) *envoyait des tonnes et des tonnes par avions spéciaux, avec l'aide de la France, de l'Espagne, de l'Allemagne ; des tonnes de choses inutiles, et ça, le médecin-chef l'avait dit. On les a envoyées quand même, faute de compétence, faute d'organisation, faute d'humilité."*

Il faut dire aussi que les difficultés d'acheminement sont grandes : il n'y a pas de route d'accès et les villages de la zone sinistrée n'étaient reliés par aucun moyen de communication moderne aux centres urbains. C'est presque par hasard qu'un missionnaire a découvert la catastrophe et il n'a réussi à prévenir les autorités que le lendemain de sa découverte !

Alors, tout cela, les pays riches qui se sont précipités pour faire de beaux gestes, ou peut-être simplement pour répondre à l'appel de leur homme de main local, le président Biya, ne le savaient pas. Mais ils auraient pu le savoir, s'ils s'en étaient préoccupés. Il doit bien rester des cartes de cette région dans les instituts géographiques français ou allemands, les anciennes puissances colonisatrices du Cameroun. Et des dizaines de satellites géographico-météo-espions que les pays riches ont installés en banlieue terrienne auraient peut-être pu servir à quelque chose. Et, tout simplement, ils auraient pu se renseigner sur place.

Mais ils s'en foutent. L'important, pour les ministres, présidents et présidentiables qui se sont précipités, était qu'on les voie se précipiter. Quant à l'efficacité de leur aide, pourquoi s'en préoccuperaient-ils, alors que, le reste du temps, ils se moquent pas mal de savoir si les populations touchées vivent ou crèvent ?

Haroun Tazieff a raison : l'aide internationale, telle qu'elle est organisée aujourd'hui, est en grande partie bidon et fait surtout partie d'une politique spectacle. Pour qu'il en soit autrement, il faudrait que les pays disposant de moyens planifient leur aide, en étudiant par avance les besoins éventuels dans chaque région à risque de catastrophe naturelle. Cela supposerait, bien sûr, coopération internationale et désintéressement, choses qui sont les moins partagées à la tête des grands Etats...

En attendant, l'aide est anarchique, aussi anarchique que l'est la société elle-même.

Gaston PARIS

FÊTES DE LUTTE OUVRIÈRE

À LILLE
20 ET 21 SEPTEMBRE
PALAIS RAMEAU

À BORDEAUX
DIMANCHE 14 SEPTEMBRE
DE 14 À 21 HEURES
À LA GARENNE DE LA BLANCHERIE
CENON - 33

À DIJON
20 ET 21 SEPTEMBRE
AU PARC DES CÈDRES
QUÉTIGNY-21

À TOULOUSE
20 ET 21 SEPTEMBRE
PARC DE LA MOUNÈDE
ROUTE DE SAINT-SIMON

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995